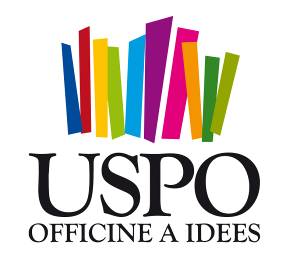
**U**nion d n**U**nion des **S**yndicats de **P**harmaciens d’**O**fficine.

43, rue de Provence – 75009 Paris – Tél. : 01.46.47.20.80 – Fax : 01.71.18.34.10

Email : [uspo@uspo.fr](mailto:uspo@uspo.fr) - Web : www.uspo.fr

COMMUNIQUÉ DE PRESSE *Paris, le 29 octobre 2013*

**ADOPTION DU PLFSS PAR LES DÉPUTÉS**

**LES PHARMACIENS SONT INQUIETS POUR L’AVENIR DE L’OFFICINE**

Les députés viennent d’adopter en 1ère lecture le PLFSS pour 2014.

L’USPO ne peut que dénoncer l’ampleur des efforts sur le médicament qui figurent dans ce projet de loi.

L’inquiétude de la profession est grande face aux économies demandées au réseau officinal. Le poste « médicaments » ne pourra pas supporter des efforts supplémentaires y compris dans un contexte de recettes inférieures aux prévisions.

L’adoption de l’article 12 bis, issu d’un amendement déposé en catimini et visant une taxation des ventes directes des laboratoires, alarme la profession.

*« Il s’agit d’un coup de poignard pour l’économie de l’officine au seul profit des grossistes-répartiteurs »*, estime Gilles Bonnefond, Président de l’USPO.

En revanche, l’USPO salue l’intégration des pharmaciens dans l’expérimentation de financement de la télémédecine (article 29).

Le syndicat note également avec satisfaction la prise en compte par le gouvernement et l’Assemblée nationale des demandes de la profession visant à modifier l’article 40.

*« Nous remercions les 3 000 pharmaciens, qui se sont déjà mobilisés en envoyant leurs clés et leur lettre à Marisol Touraine et à leurs élus et qui ont permis cette avancée,* déclare Gilles Bonnefond. *Mais nous n’avons fait que la moitié du chemin. Il faut que l’arrêté paraisse avant la fin de l’année et que le taux de remise soit proche de 50 %. Les pharmaciens veulent du concret pour ouvrir sérieusement les négociations avec l’assurance maladie. »*

L’adoption de l’article 40 montre également que les deux dossiers « génériques » et « honoraires de dispensation » sont liés, le gouvernement pilotant les taux de remise et l’arrêté de marge sur les médicaments. *« Nous avons besoin d’un engagement pluriannuel avec le gouvernement sur l’économie de l’officine »*, souligne Gilles Bonnefond.

L’USPO maintient par conséquent ses préalables – dossier « génériques » et contrat pluriannuel avec l’État- pour poursuivre les négociations sur les honoraires avec l’Assurance maladie.

Gilles Bonnefond

Président